



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Centre-Val de Loire

Blois, le

23 MAI 2018

Unité Départementale du Loir-et-Cher

Le Directeur régional,

à

Monsieur le Préfet de Loir et Cher
Pôle Environnement et Transition Énergétique
Place de la République - BP 40299
41000 - Blois Cedex

Objet : Ancienne installation de stockage de déchets non-dangereux exploitée par la société SETRAD sur la commune de SAINT LAURENT NOUAN.

PJ : Projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique

Le présent rapport a pour objet d'examiner un dossier émanant de la société SETRAD en vue d'instituer des servitudes d'utilité publique sur le site de stockage de déchets qu'elle a exploité au lieu-dit « La Motte Pintenas » sur la commune de SAINT-LAURENT-NOUAN.

I PRÉSENTATION DU SITE

I.1 Description de l'environnement du site

Le site est un ancien centre de stockage de déchets non-dangereux implanté au lieu-dit « La Motte Pintenas », sur la commune de SAINT-LAURENT-NOUAN, à plus de 2 km du bourg. Il se situe majoritairement en zone ND du Plan d'occupation des sols de la commune de SAINT-LAURENT-NOUAN (espaces naturels à vocation agricole forestière ou piscicole qui présentent un risque naturel d'inondation ou un intérêt paysager et écologique remarquable). Une partie du site est située en zone Ndr2, ce qui correspond à un aléa moyen du risque d'inondation et conduit à un renforcement des règles applicables.

Les alentours du site présentent des surfaces agricoles et boisées. Les limites du site sont les suivantes :

- Au Nord les chemins ruraux 57 puis 58, et au-delà la rivière l'Ardoux (à 250m)
- Au Sud, la RD 951, puis des bois.
- A l'Est, le prolongement du chemin rural 58, puis le lieu-dit « Mocque Baril », situé à 200 m environ et qui comprend des habitations ;
- A l'Ouest, la ferme de la Motte Pintenas, située à 100 m du site. Cette ferme dispose d'un puits situé à l'aval-latéral hydraulique du site.

Le site se trouve dans le bassin versant de la Loire et de ses affluents (ici l'Ardoux). Il est situé en zone inondable en cas de crue de l'Ardoux. Le contexte hydrogéologique est marqué par la nappe superficielle alluviale de la Loire située à 7 m de profondeur, présentant un écoulement dirigé vers l'Ouest. La nappe la plus profonde est celle de la craie à environ 80 m de profondeur. On note également la présence de la nappe des Calcaires de Beauce à une profondeur de 10 à 20 m suivant les ouvrages.

49 bis rue Laplace
41000 BLOIS
Tél. : 02 54 74 98 80 - fax : 02 54 74 08 09

Les seuls ouvrages situés à l'aval du site sont deux forages situés à 1300 m à l'aval du site, l'un captant la nappe des calcaires de Beauce et l'autre la nappe alluviale, et un puits situé au niveau de la ferme de la Motte Pinteras, soit à 100 m en latéral hydraulique du site. L'implantation de nouveaux ouvrages est peu probable du fait du caractère inondable des terrains situés à l'aval hydraulique du site. L'usage des forages est l'arrosage de cultures ; l'usage du puits de la Motte Pinteras n'est pas connu.

I.2 Historique du site

L'ancien site de stockage de déchets non-dangereux de SETRAD à SAINT-LAURENT-NOUAN couvre une superficie d'environ 20 ha. Le site a tout d'abord accueilli à parts égales des ordures ménagères et des déchets industriels banals, la proportion des ordures ménagères décroissant à partir de 1997. À partir de 1998, de l'amiante lié est également stocké dans une alvéole dédiée. Des boues de la station d'épuration de la commune de LA CHAPELLE SAINT MESMIN ont également été admises jusqu'en 2001.

L'activité de stockage est arrêtée le 30 juin 2009. Au total, 718 439 t de déchets non-dangereux et 8 990 t d'amiante lié ont été stockées sur le site. Celui-ci est actuellement réglementé par un arrêté de post-exploitation en date du 16 octobre 2014.

Cet arrêté réglemente notamment la gestion des lixiviats et du biogaz, ainsi que la surveillance environnementale, et en particulier la surveillance des eaux souterraines. Celle-ci est assurée au moyen de 5 piézomètres, dont 3 sont situés en limite de l'emprise du site. Ces 3 piézomètres contrôlent la nappe des Calcaires de Beauce. Deux autres piézomètres ont été implantés à une centaine de mètres en aval pour observer l'impact du site sur la nappe des alluvions et sur la nappe des Calcaires de Beauce.

I.3 Synthèse des travaux de réhabilitation engagés

Les alvéoles exploitées avant 1998 n'ont pas fait l'objet d'une étanchéification avant leur mise en service et elles ne sont équipées ni pour la collecte des lixiviats ni pour la récupération du biogaz. Leur réhabilitation s'est limitée à la mise en place d'une couverture non étanche.

On note ainsi un impact du site sur les eaux identifiées par l'étude hydrogéologique de 2014 comme faisant partie de la nappe des Calcaires de Beauce au niveau des piézomètres implantés à l'aval immédiat de l'ancienne installation de stockage de déchets. Le piézomètre implanté une centaine de mètres à l'aval du site pour contrôler la nappe des Calcaires de Beauce ne présente pas d'anomalie et ne permet donc pas de caractériser un impact de l'installation de stockage à ce niveau. Un impact faible est constaté au niveau du piézomètre implanté à une centaine de mètres à l'aval de la décharge pour contrôler la qualité de la nappe alluviale. Certaines limites de qualité issues de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine et applicables aux eaux souterraines brutes sont ainsi tangentes (hydrocarbures), voire dépassées (Fe, Mn).

L'arrêté préfectoral du 16 octobre 2014 rappelle l'état des alvéoles exploitées avant 1998 et reprend les conditions de réhabilitation des alvéoles plus récentes qui bénéficient toutes d'une couverture étanche. 10 alvéoles de déchets non-dangereux sont couvertes ainsi, de même que l'alvéole d'amiante lié. La collecte et la gestion des eaux pluviales est également réglementée, de même que la qualité des rejets et la surveillance de leur impact sur l'environnement.

Enfin, une installation de traitement in-situ des lixiviats a été mise en place en 2016 et est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2016.

II CONSULTATIONS

II.1 Consultation préalable des services (DDT, SIDPC)

La DDT et le SIDPC ont été consultés par courriers en date du 26 octobre 2017. Aucune réponse de leur part n'a été enregistrée.

II.2 Consultation des propriétaires

En application du L. 515-12 et du R. 515-31-5 du Code de l'environnement, les propriétaires ont été consultés par courriers en date du 15 novembre 2017. Ceux-ci ne s'étant pas exprimé dans le délai de 3 mois qui leur était imparti, leur avis est réputé favorable.

II.3 Avis du conseil municipal

En application de l'article R. 515-31-5 du Code de l'environnement, le conseil municipal de la commune de SAINT LAURENT NOUAN a émis un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral d'institution de servitudes d'utilité publique qui lui a été communiqué. Cet avis favorable a été formulé par une délibération en date du 21 décembre 2017.

III PROPOSITION DU SERVICE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les dispositions et mesures proposées par l'exploitant, complétées par les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique sont en mesure de préserver l'environnement du site.

Les propriétaires des terrains concernés par les servitudes n'ont pas émis d'avis en réponse aux courriers de consultation qui leur ont été adressés. Leur avis est donc réputé favorable.

En application de l'article R. 515-31-6 du Code de l'environnement, outre l'exploitant et le maire de la commune où se situent les terrains concernés, les propriétaires des terrains concernés par les servitudes ont la faculté de se faire entendre par le Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques.

Le conseil municipal de SAINT LAURENT NOUAN a été consulté et a émis un avis favorable quant à l'institution de servitudes d'utilité publique.

Considérant la nature des pollutions sur site et les conclusions de l'évaluation des risques sanitaires élaborée à partir de l'usage futur envisagé du site, l'inspection des installations classées, en application de l'article L. 515-12, propose le projet d'arrêté préfectoral ci-joint portant constitution de servitudes d'utilité publique.

Conformément à l'article R 515-31-6 du Code de l'environnement et considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande d'institution de servitudes présentée par la société SETRAD.

L'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le préfet de Loir-et-Cher de considérer favorablement cette demande. Le projet d'arrêté préfectoral d'institution de servitudes d'utilité publique sera soumis à l'avis du CODERST.

L'inspecteur de l'environnement

Vu et transmis avec avis conforme,

Pour le Directeur
Le chef du Service
Environnement Industriel et Risques

